

er-15/01/1875

Archives PF-Messenger-15/01/1875

ALLEMAGNE.

Berlin, 27 octobre. — L'empereur Guillaume a répondu à la dernière lettre de Bismarck protestant contre la persécution dont les évêques allemands sont l'objet. L'empereur dit que l'Allemagne a fait tout ce qu'elle pouvait pour vivre en paix avec l'Église de Rome, mais qu'il ne peut pas empêcher l'Église d'être la victime des attaques violentes et des calomnies.

Berlin, 28 octobre. — L'examen préliminaire du comte d'Armin a été terminé hier et il a été mis en liberté sous caution de 10,000 thalers. Il ne lui sera pas permis de quitter le pays.

Berlin, 29 octobre. — L'empereur Guillaume, en ouvrant le parlement, a prononcé le discours du trône. Il énumère les mesures à prendre pour apporter l'unité dans la procédure judiciaire. Des mesures ont été également prises pour assurer la justice uniforme des droits civils. Le système militaire de l'empire sera complété par des lois organisant la justice et répartissant les impôts parmi les divers États pour le maintien de l'armée en temps de paix. Le budget de 1875 montrera une augmentation nécessaire, tant pour cet objet que pour les autres branches de l'administration. Il sera présenté des lois rendant le mariage civil obligatoire et introduisant l'enregistrement civil dans tout l'empire. La coopération du parlement est réclamée pour la première fois pour la création d'un budget pour l'Alsace-Lorraine. On connaît ainsi les ressources, les besoins et les institutions de ces provinces. Grâce à la convention postale de Berne et à la bonne volonté des États représentés au Congrès, on a trouvé possible d'établir une union postale qui promet des facilités jusqu'alors inconnues pour toutes les nations. Les relations avec les puissances étrangères sont pacifiques et amicales. L'amitié éprouvée qui unit les chefs de puissances empereurs est une garantie pour le maintien de la paix. La tentation d'employer la puissance militaire de l'empire autrement que pour sa défense est la seule de la pensée de l'empereur. Cette puissance rend le gouvernement capable d'écouter en silence les injustes soupçons à l'égard de sa politique. Si la malveillance des passions de parti d'où émanent ces soupçons prenait la forme d'actes à l'égard de la nation et son prince, la défense de tout leur honneur de l'empire.

Même date. — Le procès de Kullmann a commencé aujourd'hui à Wurtzbourg. L'accusé a déclaré avoir dit que Bismarck était l'ennemi le plus grand et le plus insensé de l'Église. Il s'avoue lui-même ultramontain et dit qu'il est un homme qui pour sa défense a tué Bismarck, mais que celui-ci était absent. Il s'est rendu à la ville d'eau où Bismarck était attendu et lorsque la voiture arriva, il alla au devant et fit feu. Il déclare avoir agi avec tout son sang-froid. Cette déposition a produit une grande sensation dans la Cour. Berlin, 30 octobre. — Le procès de Kullmann a été terminé aujourd'hui. Le juge, en résumant les témoignages au sujet de l'état mental du prisonnier, a dit qu'il n'était que partiellement responsable de ses actes au moment de la tentative d'assassinat. Après cinq minutes de délibération, le jury a rendu un verdict affirmatif et Kullmann a été condamné à quinze ans de prison, à dix ans de privation de ses droits civils et à la surveillance de la police pour toute sa vie.

Berlin, 2 novembre. — Un traité postal entre l'Allemagne et les gouvernements du Pérou et du Chili va être présenté à la ratification du Reichstag. Le comte d'Armin a demandé l'autorisation de quitter Berlin et de se rendre à Carlsruhe; mais on lui a refusé. Il est sous la surveillance continuelle des autorités.

Berlin, 4 novembre. — L'empereur a promulgué un décret conférant aux provinces d'Alsace et de Lorraine le droit d'être une assemblée provinciale. L'assemblée aura le droit de tenir des séances privées. Le Reichstag a ratifié le traité passé avec le Chili et le Pérou.

Berlin, 7 novembre. — MM. Schönerberg, Winterer et Gieseler, députés d'Alsace-Lorraine, ont pris aujourd'hui leur siège au Reichstag.

Berlin, 9 novembre. — Le gouvernement a commencé une action devant la Cour ecclésiastique contre l'évêque de Paderborn.

Berlin, 10 novembre. — Dans une séance du Reichstag aujourd'hui, la loi qui impose le monnaie allemande en Alsace et Lorraine a été adoptée.

Berlin, 12 novembre. — Le comte d'Armin a été arrêté de nouveau aujourd'hui. Son arrestation a causé beaucoup d'émotion et on se demandait quelle peut être la cause de cet acte des autorités. On croyait généralement que le comte ne serait pas inquérité jusqu'à ce moment où il comparaitrait devant le tribunal. Le comte a reçu copie de l'acte d'accusation, et le seul grief qu'il y ait contre lui, c'est la suppression de documents officiels.

Berlin, 13 novembre. — D'Armin est prisonnier dans sa maison et son aîné la police. Les commissaires de police avec plusieurs agents sont venus hier chez lui avec un mandat d'arrêt et voulaient l'emmener, mais ses médecins ont déclaré que vu l'état de sa santé son transport aurait les plus sérieuses conséquences, et on lui a permis de rester.

Berlin, 14 novembre. — La seconde arrestation du comte d'Armin a causé une pénible impression. Les journaux modérés demandent des explications au gouvernement. Le général de la Cour, sous le comte d'Armin, a été arrêté et mis en liberté sous caution, trouva plusieurs documents qui avaient été égarés; il les remit à son avocat, le docteur Mankel, en lui donnant l'ordre de les envoyer à la Cour municipale de Berlin, ce que fit-on dernier. Mais la possibilité que l'acte ait été pris par le comte de ces documents a été, paraît-il, la raison de l'arrestation du comte. M. Mankel a été interrogé aujourd'hui, mais se fondant sur les privilèges de sa qualité de conseil, il a refusé de répondre aux questions qui lui étaient faites.

Berlin, 15 novembre. — Le procès de comte d'Armin a été renvoyé au 7 décembre. La police a été retirée de sa maison, bien qu'il reste toujours sous la surveillance des autorités.

RUSSIE.

Londres, 31 octobre. — Une dépêche de Saint-Petersbourg annonce que la situation des affaires est critique dans la Turquie et à Khiva. Les Turcomans deviennent très hardis dans leurs attaques contre les tribus arabes du gouvernement russe. Le Czar a ordonné au Khan de Khiva de réprimer les désordres, et il a été répondu qu'il se conformerait aux instructions de l'empereur.

Saint-Petersbourg, 12 novembre. — Le gouvernement russe a envoyé des ordres pour mettre en état toutes les forteresses de la frontière de Khiva.

Londres, 12 novembre. — Une dépêche au Daily News de Vienne dit que des rumeurs circulent à Saint-Petersbourg d'un complot socialiste et que les conspirateurs ont essayé d'assassiner le czar. Plusieurs arrestations ont été faites à Moscou.

Saint-Petersbourg, 13 novembre. — On confirme le bruit d'une conspiration qui aurait eu pour but, paraît-il, de renverser le gouvernement; elle est répandue dans tout le Russie. Beaucoup de hauts personnages de l'empire sont compromis. Plus de 3,000 arrestations ont déjà été faites, et il s'y trouve des dames de bon rang.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Vienne, 23 octobre. — Les Turcs de Monténégro continuent à commettre des outrages aux chrétiens. Ils ont tué huit Monténégrins et quelques Saxons résidant dans le voisinage de Podgoritz et brûlé le village. Les chrétiens sont forcés de s'enfuir dans les montagnes.

Vienne, 25 octobre. — Le ministère des affaires étrangères est informé que la difficulté dans le Monténégro est sans importance et ne vient que de l'hostilité qui existe entre les basses classes de la population. La Porte a promis de punir les meurtriers.

Vienne, 27 octobre. — Le gouvernement autrichien a informé la Porte de son intention de conclure des arrangements commerciaux avec ses principautés. La Turquie veut stipuler que les principautés devront obtenir la sanction de la Porte avant de conclure ces arrangements; mais l'Autriche refuse de reconnaître les chrétiens et la Russie ont informé la Porte qu'elle approuvait la conduite de l'Autriche, mais on ne dit pas si elles suivront son exemple.

Vienne, 28 octobre. — La commission turque à Podgoritz, Albanie, a donné l'ordre d'arrêter un certain nombre de personnes inculpées dans le massacre des Monténégrins. Des renforts ont été expédiés aux troupes turques en Albanie.

Vienne, 30 octobre. — Le prince de Monténégro a récemment envoyé une dépêche à l'ambassadeur russe à Constantinople, dans laquelle il expose sur les luttes récentes entre les chrétiens et les Turcs, en considérant l'affaire comme matière internationale. L'ambassadeur a répondu que le grand-vizir avait promis que justice serait faite, et que le corps diplomatique devait se contenter, quant à présent, de surveiller le cours des événements.

Londres, 30 octobre. — Un télégramme adressé au Times de Londres dit que le gouvernement de la Syrie a reçu l'ordre de supprimer toutes les écoles protestantes.

Londres, 7 novembre. — Le texte de la dépêche turque à l'Allemagne, la Russie et l'Autriche sur la question du royaume, est publié. Les Turcs demandent et, par le coup porté au traité de Paris, il ne viendra pas un jour où les efforts humains seront sans puissance pour arrêter le torrent déchaîné par les violations successives des traités.

Vienne, 10 novembre. — Les autorités turques de Smyrne ont fait prisonniers trente des individus qui ont outragé les chrétiens à Podgoritz.

NOUVELLES DIVERSES.

Londres, 28 octobre. — Le ministère des affaires étrangères a reçu la nouvelle que Sir Hercules Robinson a établi un gouvernement provisoire aux îles Fidji. Le revenu annuel des îles est estimé à 125,000 dollars environ.

Bruxelles, 1^{er} novembre. — Le système des remplaçants militaires a été aboli en Belgique.

Paris, 2 novembre. — Les vendanges ont été magnifiques cette année.

New York, 6 novembre. — La North German Gazette nie que l'Allemagne ait la moindre envie de prendre possession des îles des Navigateurs.

Madrid, 7 novembre. — St-Antoine, tableau célèbre de Murillo, a été volé de la cathédrale de Séville.

Shanghai, 8 novembre. — La différence entre le Japon et la Chine à l'occasion de l'île de Formosa a été arrêtée à l'amiable. La Chine paiera une indemnité d'un demi million de taël et le Japon renouvellera ses troupes.

Londres, 18 novembre. — M. Disraeli a écrit une lettre à Sir Henry Rawlinson annonçant que le gouvernement, par suite des représentations faites par la Société géographique de Londres et d'autres corps savants, a résolu d'organiser une expédition polaire dans le plus bref délai.

Situation de la Caisse agricole au 1^{er} janvier 1875.

ACTIF.		P.	C.	P.	C.
Changement du Par.	32,588	02			
Changement de l'Ordr.	95,254	18			
Valeur de 130 balles de coton en magasin.	17,119	39			
Prêts non hypothéqués.	16,470	75			
Intérêts échus sur ces prêts.	3,810	34			
Prêts hypothéqués.	46,578	46			
Intérêts dus sur ces prêts.	203	60			
Immeubles situés à Papete.	66,512	12			
Terres en possession dans les districts.	851	65			
Mobilier, selon l'investisseur.	1,200	00			
Avances à régulariser (Faussement et terres).	21,895	87			
Déficit sur les avances à régulariser à divers.	2,189	87			
Prêts garantis (devant être remboursés).	447	00			
Turner, Chapman et Co., leur compte courant	15,551	99			
En caisse (argent et bons).	467,578	99		467,578	29
Total de l'actif.					
PASSIF					
Dépôts divers.	74,295	95			
Dépôts dus sur les dépôts.	3,837	03			
Bons hypothécaires en circulation.	126,686	00			
Indemnités à payer aux anciens fournisseurs (cédés).	6,472	96			
Comptables des avances à payer.	877	33			
Robin (usine de Tonne, agence) son compte courant.	393	29			
Total du passif.	211,747	49		211,747	49
Balances en faveur de la Caisse agricole.				155,830	80

Certifié conforme aux écritures:

Le Secrétaire trésorier, ADAM KUTZKY.

